



Assemblées générales, grève générale ! p. 1

Motion des grévistes Snuipp Lille p. 2

Résolution Snasub & Snesup Toulon p. 2

Boycott du 11 novembre ! p. 3

Motion Solidaires étudiant(e)s Reims p. 4

n° 13

octobre 2026

1 euro



Lycéens, étudiants, travailleurs de l'enseignement : pour vaincre le gouvernement, assemblées générales, grève générale !

Le mouvement des lycéens s'étend comme une trainée de poudre. Sélection (Parcoursup...), classes surchargées, bâtiments transformés en saunas ou frigorifiques selon la saison, toilettes insuffisantes, manque d'enseignants, d'agents, d'assistants d'éducation, de soignants, etc. Ce mouvement commence à toucher également les universités, où les étudiants subissent eux-aussi une dégradation continue de leurs conditions de travail, des menaces sur les APL, sur les droits d'inscription...

Toutes les revendications sont légitimes. Le gouvernement répond par la matraque, les gaz lacrymogènes, les charges de CRS, les arrestations. Pour empêcher la mobilisation, il ferme les lycées, les préfets interdisent les rassemblements devant les établissements. Dès lors, toute personne considérée comme organisatrice d'un rassemblement interdit est passible d'une amende de 7 500 euros, tout participant d'une amende de 750 euros !

Tout en brandissant la matraque de la main droite, le gouvernement organise de la main gauche des consultations et entrevues avec les directions des syndicats lycéens, étudiants et enseignants. Dirigeants des organisations syndicales étudiantes et lycéennes, n'y allez pas ! Votre place est dans le combat pour la grève générale pour vaincre le gouvernement ! Les syndicats au service du mouvement, pas du gouvernement !

Levée de toutes les poursuites contre les manifestants, libération immédiate de tous les lycéens arrêtés ! À bas la répression policière !

Pour gagner, les lycéens et les étudiants ne doivent pas rester seuls. La pénurie et la sélection sociale commencent dans le primaire. Les revendications des lycéens recoupent et convergent avec celles de tous les travailleurs de l'enseignement, de la maternelle à l'université.

Assemblées générales communes dans tous les établissements, travailleurs de l'enseignement ensemble avec les lycéens et les étudiants ! Tous les syndicats doivent y appeler dans l'unité !

Pour gagner, il faut la coordination et la centralisation du combat contre le gouvernement : élection des comités de grève par les AG, coordination des délégués entre établissements, par villes et jusqu'à la coordination nationale du mouvement pour diriger la mobilisation.

Pour gagner, il faut la grève générale de toute l'éducation nationale ! Tous les syndicats, tous les partis et organisations se réclamant de la défense des lycéens, étudiants et travailleurs doivent y appeler dans l'unité !

Pour gagner, il faut l'organisation de l'autodéfense des manifestations, des rassemblements... Que chaque assemblée générale désigne son service d'ordre, que chaque coordination des délégués organise le service d'ordre des manifestations pour se protéger des violences policières comme des provocateurs.

En effet, les dégradations imbéciles de mobiliers urbains, d'abribus, etc., les incendies devant les établissements, les violences contre des enseignants ou personnels de direction tournent en boucle sur les chaînes de télé et les réseaux pour justifier la répression et les appels martiaux au retour à l'ordre. Mais dans l'immense majorité des cas, ce ne sont pas les lycéens qui en sont à l'origine, mais des provocateurs extérieurs et autres casseurs encagoulés qui font, sciemment ou non, le jeu de la réaction.

La priorité du budget, c'est l'armée et la police. L'avenir que promet le capitalisme aux jeunes, c'est planète en surchauffe, précarité, sélection, racisme, guerre...

2 octobre 2026

Motion des enseignant(e)s grévistes de Lille réuni(e)s à l'appel du SNUIPP-FSU

Le projet de budget donne la priorité à l'armée, à la police et au versement d'intérêts au capital. Pendant ce temps, la santé publique et l'enseignement public sont ravagés.

Dans les lycées, la sélection (Parcoursup...), les classes surchargées, les bâtiments transformés en saunas ou en frigos selon la saison, les toilettes insuffisantes, le manque d'enseignants, d'agents, d'assistants d'éducation, de soignants, etc. révoltent légitimement les élèves. Plus de 1 000 lycées se sont déjà mobilisés, auxquels le gouvernement a répondu par une répression systématique et brutale, facilitée par le détournement de la lutte pour les revendications vers la destruction et l'agression de travailleurs d'établissements scolaires, opéré par des individus étrangers aux lycées concernés.

Tout en élaborant un budget militariste, tout en matraquant et en calomniant les lycéens, le gouvernement Macron-Lecornu-Nuñez-Darmanin-Geffray propose aux organisations de jeunes en formation, aux fédérations de parents d'élèves, aux syndicats de l'enseignement privé, aux syndicats de l'enseignement public une « plateforme de concertation ».

Mais ni les journées d'action saute-moutons, ni la « concertation » avec le gouvernement ne donneront satisfaction aux revendications. Pour gagner, il faut la grève générale de toute l'éducation nationale ! Tous les syndicats, tous les partis et organisations se réclamant de la défense des lycéens, étudiants et travailleurs doivent y appeler dans l'unité !

L'assemblée générale des grévistes du premier degré de l'enseignement public réunie à Lille à l'appel du Snuipp-FSU se prononce pour :

- Libération immédiate de tous les lycéens arrêtés, levée de toute poursuite contre les lycéens !
- Assemblées générales communes dans tous les établissements scolaires et universitaires, travailleurs de l'enseignement ensemble avec les lycéens et les étudiants pour adopter les revendications, décider de l'action !
- Coordination par des comités élus et révocables à l'échelle urbaine et nationale !
- Service d'ordre lycéens-étudiants-travailleurs de l'enseignement pour se protéger des violences policières comme des provocateurs !
- Retrait du projet de budget militariste ! Aucune concertation avec le gouvernement tant qu'il maintient le budget et réprime les lycéens !

6 octobre 2026 (6 pour, 2 contre, 1 abstention)

Résolution commune des sections SNESup-FSU et SNASUB-FSU de Toulon en soutien aux lycéens en lutte

Nous sommes solidaires avec les lycéens et leurs justes revendications, nous exigeons la levée immédiate des poursuites, des arrestations et des violences policières.

Nous demandons à ce que l'ensemble des organisations syndicales, à commencer par notre propre fédération, exigent la fin des violences policières.

Nous demandons à nos collègues de se tenir au côté des lycéens et de convoquer des AG communes, de marcher et d'aller vers la coordination des lycées comprenant les lycéens, enseignants, AED... tous ensemble pour défendre leurs revendications et vaincre le gouvernement.

2 octobre 2026

Retrait de la circulaire du 2 juillet !

Boycott de la commémoration scolaire du 11 novembre !

Le gouvernement Macron-Lecornu-Geoffray veut imposer que les enseignants prennent en charge sa politique militariste par l'instauration d'une *Journée nationale de commémoration de la victoire et de la Paix, hommage à tous les Morts pour la France*. La circulaire du 2 juillet, courageusement publiée pendant la vague de canicules au début des congés d'été, relève clairement de la préparation nationaliste à la guerre. Elle exige des enseignants, 4 jours avant ou après le 11 novembre, « *une cérémonie* » dans les écoles (CM1, CM2), collèges et lycées. Le but est de participer à « *la cohésion nationale, a fortiori dans un environnement international marqué par des formes renouvelées de conflictualité* ». Les professeurs sont sommés de préparer les élèves au sacrifice en rappelant « *les moments où la Nation a été mise à l'épreuve et où sa cohésion a dû s'incarner* ». C'est un écho très clair au projet morbide du général Mandon qui appelait à « *accepter de perdre ses enfants* » en novembre 2025. Pour mettre au pas, un guide « *pédagogique* » de 20 pages paru en août est préfacé par le ministre. Il revendique la « *victoire* » pour la boucherie mondiale de 1914-18 qui a fait près de 20 millions de morts et blessé plus de 10 millions de soldats.

Afin de « *prendre conscience de l'unité de notre pays* » (préface), les directions d'école et chefs d'établissement sont invités à associer à l'événement des partenaires comme « *la police, la gendarmerie, l'armée* » (p. 4).

Dans la partie « *Travailler avec les élèves la notion consacrée de Mort pour la France* » (p. 5), le chauvinisme sacrificiel s'invite dans l'EMC et s'appuie sur « *les classes de défense et de sécurité globales* » (p. 6) créées en 2015 sous Hollande pour « *éduquer à la défense* ». L'armée propose des « *entrées défense* » sur Éduscol et le guide *Acculturer les jeunes à la défense*, de novembre 2025, vend les stages de 4e, 3e et 2e en milieu militaire comme un avenir ! La campagne est systémique : la loi Blanchet, adoptée en mars 2026, avec les voix des députés LR et RN vise à « *renforcer l'enseignement de la défense nationale dans le cadre du parcours de citoyenneté* ». Il faut gonfler les rangs du service militaire volontaire de Macron.

La caporalisation des enseignants et des élèves complète la récente loi de programmation militaire de 36 milliards d'euros supplémentaires qui s'ajoutent aux 413 milliards initialement prévus pour 2026-2030.

Les professeurs devraient donc imposer à leurs élèves un moment « *d'hommage et de recueillement* » avec « *une posture de respect et d'écoute* » (p. 8). Comme à la caserne, l'hommage se ferait « *dans la cour ou le hall en présence du drapeau tricolore ou d'un portrait de Marianne* » avec la « *participation du plus grand nombre* » (p. 9). On suggère aussi de lire « *le texte du ministre de l'Éducation nationale* » (p. 10). Rhétorique et gestuelle militaires prendraient place dans les établissements scolaires avec « *l'annonce « Aux morts »* », (p. 11) agrémentée d'un garde-à-vous et d'un salut militaire puis d'« *une minute de silence et la Marseillaise* » (p. 11). « *Un dépôt de gerbes ou d'objets symboliques par les élèves ainsi que l'appel des morts* » (p. 11) sont également conseillés.

À la suite du recueillement morbide, lors du retour en classe, les enseignants expliqueraient que « *la mémoire des deux grands conflits mondiaux a contribué à la construction de la République française* » (p. 12). C'est oublier la répression impitoyable par l'armée française des grèves, des révolutions (dont le premier gouvernement ouvrier de 1871), le renversement de la république parlementaire en 1958. Le mensonge de la « *der des ders* » en 1914 et le régime totalitaire et antisémite de 1940-1945 du maréchal Pétain sont carrément escamotés. Ils laissent la place aux « *engagements internationaux de la France et ses engagements en opérations extérieures* » (p. 12). Le gouvernement a-t-il en tête les massacres dans les colonies : Haïti, Guadeloupe, Martinique, « *Indochine* », « *Nouvelle-Calédonie* », Algérie, Cameroun, Côte d'Ivoire, Maroc, Madagascar, Sénégal... ? Ou les dernières interventions impérialistes au Mali, en Centrafrique, en Syrie et en Irak ? A cette liste, il faut ajouter les bases militaires françaises, les troupes au service de l'OTAN et de l'ONU dont les Ukrainiens et les Palestiniens connaissent les sanglants résultats, l'aide récente à la monarchie absolue d'Arabie saoudite, qui a aidé le terrorisme islamiste et répand toujours le fondamentalisme salafiste.

Macron posait au rempart contre « *l'extrême-droite* », ce qui lui a valu le soutien électoral aux seconds tours du PS, du PCF, de LFI, du NPA. Mais son gouvernement s'en prend aux immigrés et applique à l'école le même encadrement nationaliste de la jeunesse que l'AfD veut en Allemagne.



Nous veillerons donc à ce que, dans les écoles publiques, le drapeau fédéral soit hissé chaque jour d'école. En outre, nous instaurerons le chant collectif de l'hymne national, réunissant l'ensemble des élèves et du corps enseignant, comme élément fixe des cérémonies organisées dans le cadre scolaire. (AfD de Saxe-Anhalt, Programme de gouvernement, 23 janvier 2026)

Cette offensive réactionnaire d'embrigadement doit être boycottée car contraire à la liberté pédagogique et au souci de préserver la jeunesse du chauvinisme, du militarisme, du bellicisme. Les directions des fédérations syndicales de l'enseignement condamnent (SNES-FSU, CGT-Education, FNEC-FO, SNUIPP-FSU, SGEN-CFDT) mais n'appellent pas au boycott général et national qui obligerait le gouvernement à rengainer ses clairons.

Front unique contre le chauvinisme, la xénophobie, la préparation de la guerre à l'école ! Aucun euro pour le militarisme ! Aucun de nos enfants à la guerre ! Dirigeants des fédérations syndicales de l'enseignement, appelez au boycott !

23 septembre 2026

Motion de l'AER-Solidaires étudiant-e-s de Reims

La réunion de L'AER-Solidaires étudiant-e-s Syndicat de lutte réunie le 20 octobre 2026 a pris connaissance :

- du décret d'obligation d'application des frais d'inscription exorbitants pour les étudiant-e-s étranger-e-s (2 902 euros par an pour une licence, 3 950 euros par an pour un master) ;
- du projet d'augmentation des frais d'inscription pour l'ensemble des étudiant-e-s (900 euros par an pour une licence, 1 300 euros par an pour un master) contenu dans les conclusions des Assises des universités ;
- du décret qui supprime pour les étudiant-e-s extraeuropéen-ne-s les APL ;
- du projet de modification du calcul des APL, contenu dans un rapport commandé par le gouvernement à l'IGF et à l'IGAS, qui inclurait les revenus des parents et exclurait 200 000 étudiant-e-s du droit à l'aide.

La section exige :

- Aucune augmentation des frais d'inscription ! Abrogation de « Bienvenue en France » ! Gratuité des études pour toutes !
- Abrogation du décret qui supprime les APL pour les étranger-e-s ! Aucune restriction des APL !

Ce n'est pas fac par fac, dans les conseils de cogestion chargés d'appliquer les lois et décrets qu'on pourra s'y opposer ! C'est tous tes ensemble !

Nous appelons partout en France, l'ensemble des étudiant-e-s et travailleur-euse-s de l'ESR à organiser des AG, à élire leurs délégué-e-s, à se coordonner localement, régionalement et nationalement.

Nous exigeons des syndicats étudiants et des travailleur-euse-s de l'ESR qu'ils quittent les conseils de cogestion et à se rangent dans l'unité sur ces revendications.

20 octobre 2026 (5 pour, 1 contre, 4 abstention)